



CANDIDATS  
U.D.R.  
R.I. et C.D.P.  
**U.R.P.**  
Majorité

# Election des Députés à l'Assemblée Nationale

(4 Mars 1973)

4<sup>e</sup> Circonscription du Calvados

*Chères Electrices, Chers Electeurs,*

Vous m'avez élu avec Alain LECORNU en **JUIN 1968** après un début de Révolution que l'appel du Général de Gaulle avait arrêtée.

Déjà Mitterrand, à la faveur du désordre, avait voulu s'emparer du pouvoir avec son compère Mendès-France : le Général avait souligné que, s'ils avaient réussi, « ces personnages n'auraient pas pesé plus que leur poids, qui n'aurait pas été lourd » en face des communistes.

Cette fois la chose est claire : c'est **AVEC LES COMMUNISTES** que M. MITTERRAND demande le pouvoir. Et l'inspiration reste la même qu'en 1968.

« **Changer la vie** », pour eux, cela signifie chambouler la Société française et renverser l'Etat républicain.

**EH BIEN, CONTRE EUX NOUS DEFENDRONS LA SOCIETE, NOUS DEFENDRONS L'ETAT.**

X X X

## **NOUS DEFENDRONS LA SOCIETE.**

La **famille** en est la base, comme l'épargne et l'entreprise familiales.

Ainsi pouvons-nous vivre « à la française », avec le maximum de liberté et dans le respect de la liberté des autres.

Mais cette liberté, voici que l'on en use et abuse : nous ne lisons et ne voyons plus, comme sur les murs de l'Université en 1968, qu'éducation sexuelle, avortement, refus de toute foi et de toute loi.

Le programme commun veut l'impôt sur le capital et la confiscation de l'héritage. Il veut abroger la loi d'apaisement sur l'enseignement libre. Dans cette décomposition, la dictature communiste s'installerait plus facilement.

**NOUS REFUSONS CE CHANGEMENT LA.**

X X X

## **NOUS DEFENDRONS L'ETAT REPUBLICAIN.**

— parce que nous savons combien il en coûte de le rétablir. — parce qu'il assure la **PAIX** et le **PROGRES**.

C'est l'impuissance de la **III<sup>e</sup> REPUBLIQUE** qui a conduit la France au désastre de **1940**.

Le Général de Gaulle en a tiré la leçon en proposant par son **DISCOURS DE BAYEUX LE 16 JUIN 1946** le vote d'une Constitution moderne et efficace. Mais il ne fut pas suivi et la **IV<sup>e</sup> République** en 12 ans (22 Gouvernements !) nous conduisit au bord de la faillite et de la guerre civile.

Enfin, depuis 1958, nous avons la Constitution « de Bayeux » : vous m'avez élu dès 1946, j'ai lutté pendant 12 ans pour l'obtenir. J'ai fait partie du Comité constitutionnel qui l'a rédigée.

**REFUSEZ DE CHANGER UNE CONSTITUTION QUI FONCTIONNE BIEN ;**

**REFUSEZ DE RETOMBER DANS LE DESORDRE.**

**1940 ET 1958 ÇA SUFFIT !**

X X X

Le Président de la République tient la **POLITIQUE ETRANGERE** au dessus des querelles de partis.

C'est la politique d'**indépendance et de paix** tracée par le Général de Gaulle qui aboutit à ce qu'aucun jeune Français ne se batte plus nulle part : pas de coupure de l'Europe entre deux zones, l'américaine et la russe.

Mais la France n'est pas seule. Depuis 1957, elle bâtit avec 5 de ses voisins (Allemagne, Belgique, Hollande, Italie, Luxembourg) une **COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE**.

Il fallait d'abord réconcilier dans l'honneur la France et l'Allemagne ; ce fut l'œuvre du Général de Gaulle et du Chancelier Adenauer ; ce fut aussi une des tâches de la **CONFEDERATION EUROPEENNE DES ANCIENS COMBATTANTS** que je préside.

Il fallait ensuite nous accorder mutuellement préférence pour nos productions, en les protégeant par un tarif extérieur commun.

Mais le succès le plus remarquable est celui de la **POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE**.

Depuis 10 ans je présente cette politique aux agriculteurs normands comme la seule solution valable. Aujourd'hui son succès n'est plus contesté par aucune organisation professionnelle agricole.

Les **PRIX EUROPEENS**, fixés depuis 1967 pour les céréales et la betterave, plus récemment pour la viande, le lait, les fruits et légumes comme pour le poisson donnent aux producteurs une **SECURITE D'ÉCOULEMENT** et une **GARANTIE-OR** (la dévaluation de 12 % du franc après 1968 a été rattrapée en deux ans) qu'ils n'avaient jamais connus.

Du même coup la charge du **CONTRIBUABLE**, qui devait financer nos exportations agricoles, est considérablement allégée.

Comme Président d'un groupe politique (U.D.E.) au Parlement Européen, j'ai pris une grande part aux discussions agricoles à Strasbourg et Bruxelles, en liaison étroite avec la profession ; j'ai préparé l'entrée de la Grande-Bretagne.

Mais le Marché commun et surtout la politique agricole européenne ne sont plus supportés par les **Etats-Unis d'Amérique** : ils prévoient une négociation générale à la fin de 1973 ; elle sera décisive pour l'avenir de l'agriculture et de l'industrie française.

Jamais, il n'a été plus nécessaire de **NOUS RASSEMBLER AUTOUR DU PRESIDENT POMPIDOU**, qui négociera pour la France.

**Nous sommes les candidats de la MAJORITE POUR LE PRESIDENT.**

X X X

La remontée extraordinaire de la France, personne d'ailleurs ne la conteste plus.

Dans les communes, dans les entreprises comme dans les familles, il est facile de voir ce qu'ont apporté les **15 DERNIERES ANNEES**.

A la faveur de l'expansion, jamais autant de **MESURES SOCIALES** n'ont été prises aussi rapidement, le budget social de la France est passé de 48 milliards en 1958 à 120 en 1968 et 189 milliards en 1972 ; les dépenses d'aide sociale du département et des communes suivent la même progression ; en trois ans le nombre des salariés au SMIG diminue de moitié, le SMIG augmente plus vite que la moyenne des salaires ; la participation ouvrière se répand dans toutes les entreprises ; les zones de salaires ont disparu comme nous l'avions promis ; le minimum vieillesse passe de 2.900 F. en 1970 à 4.500 ; l'âge de la retraite commence à diminuer ; de nombreuses mesures d'aide interviennent pour les catégories professionnelles en difficulté ; petit commerce, artisanat, I.V.D., etc...

X X X





## ET LE BESSIN ?

**IL EST ABSURDE D'ECRIRE** qu'il a été « trop oublié et complètement abandonné » : tous les faits et les chiffres prouvent le contraire. La France a été de l'avant, le Bessin aussi. Il est, avec Caen, à la tête de l'expansion en Basse-Normandie.

Dès 1958, je vous expliquais mon souci de retenir la jeunesse d'après-guerre en proposant des **étapes** :

### POUR L'EDUCATION

— le grand programme de constructions scolaires de Bayeux : deux internats, lycée Alain Chartier, lycée technique ouvert avant celui de Caen. Depuis j'interviens énergiquement pour qu'on ne sacrifie pas les cantons ruraux : C.E.G. de TILLY, de CAUMONT et bientôt du MOLAY-LITTRY.

### POUR LES CONDITIONS DE VIE ET D'EXPLOITATIONS RURALES

— l'attribution exceptionnelle de crédits d'adduction d'eau en 1968 et 1969, mettant le Bessin en tête des secteurs agricoles du Calvados.

### POUR L'INDUSTRIALISATION ET LES EMPLOIS

#### — L'OUVERTURE AUX RESSOURCES DE L'EXTERIEUR :

- par le classement de l'arrondissement de Bayeux dans la zone **DES PLUS FORTES AIDES DE L'ETAT** pour les usines,
- par le **TELEPHONE AUTOMATIQUE**, que Bayeux a eu avant toutes les villes de son importance et qui met le Bessin en tête des secteurs ruraux du Calvados automatisés,
- par le **TURBOTRAIN** que j'ai contribué à mettre en service et dont je m'efforce d'améliorer les horaires,
- enfin par la **VOIE EXPRESS CAEN-BAYEUX**, à quatre voies en cours d'exécution que je vous avais promise, persuadé qu'elle est essentielle pour l'avenir du Bessin, qui exige que BAYEUX se développe à parité avec CAEN (Livre Blanc).

### Les résultats sont là :

**LE DEPEUPLEMENT ?** C'est du passé ; pour la première fois depuis 1850, le recensement de 1968 montrait un progrès.

BAYEUX avait le plus fort pourcentage d'augmentation de Basse-Normandie, 21,35 % : **12.900 HABITANTS**.

En 1972, nous devons être à **15.600 HABITANTS** (évaluation du SDAU de Bayeux) soit encore un progrès de plus de 20 %.

**L'EMPLOI ?** BAYEUX — fin 1967 — tenait aussi la première place de Basse-Normandie pour le pourcentage d'augmentation des emplois : 16,21 % de 66 à 67, nous devenions le 4<sup>e</sup> Centre d'emplois du Calvados avec 2729 emplois (Bâtiment exclu). Début 1972, BAYEUX venait derrière CAEN et LISIEUX, avec 4.442 emplois (4.814 avec le Bâtiment), et dépassait tous les records en pourcentage (62,7 % sur 1968). En 1973, nous sommes nettement au-dessus de 5.000 emplois.

Quant au slogan « Bayeux ville dortoir », il était déjà mensonger selon le recensement de 1968, où Bayeux importait plus de main-d'œuvre qu'il n'en sortait et ce mouvement depuis s'est encore accentué.

**L'INDUSTRIALISATION ?** Nous n'en avons pas fait un slogan mais une réalité, de la seule manière efficace : en réalisant les conditions qui permettent aux entreprises de désirer venir chez nous.

Bien entendu ce progrès retentit sur **LE LOGEMENT** : 860 logements terminés dans l'agglomération de BAYEUX de 1968 à mi-1972, et sur l'équipement sportif notamment : première piscine entièrement découvrable subventionnée par l'Etat.

Mais une grande ville, nécessaire pour l'éducation et l'emploi, ne suffit pas à l'animation d'une région comme la nôtre. Il faut assurer le développement de nos **PORTS** : j'avais obtenu au V<sup>e</sup> Plan le 3<sup>e</sup> bassin de Port-en-Bessin ; la réévaluation en est inscrite au VI<sup>e</sup> Plan, comme Grandcamp pour la pêche et la plaisance.

Il faut faire vivre les **VILLES ET LES BOURGS RURAUX**.

Aucun Maire, aucun Conseiller Général n'a le droit de m'accuser d'oubli, s'il a toujours refusé de s'adresser à moi.

Comme Député et comme Président de la Commission des Finances du Conseil Général, je me suis efforcé de faire aboutir les dossiers que m'ont présentés les municipalités.

Pour le logement avec 1.270 habitations H.L.M. pour la circonscription contre 726 en 1968 (+ 42 %).

Pour l'aménagement des bâtiments communaux, des places, des trottoirs, de l'éclairage public, etc..., pour les loisirs et les jeunes : salle des fêtes, gymnase, piscine des cinq cantons, etc...

Enfin, pour le **TOURISME** : Comité de Débarquement, subventions du Conseil Général, Secteur Sauvegardé, etc...

X X X

**TOUT CELA NE S'EST PAS FAIT TOUT SEUL**, ni en France, ni dans le Bessin :

- les Français, les Normands y ont apporté leur intelligence et leur travail,
- le Marché Commun nous a donné le stimulant de la concurrence industrielle et nous a fourni les débouchés agricoles,
- enfin nous avons pu répondre au nouvel appel du Général de GAULLE pour développer la France, animer ses régions (notre chère Normandie), aller de l'avant
- parce que nous avons des institutions solides, un Président capable de présider, un Gouvernement stable qui gouverne, un Parlement qui vote des lois plutôt que de discuter.
- parce que vous avez dans le Bessin accepté d'assurer la stabilité de votre député, lui permettant de prévoir et d'être écouté en haut lieu.

### ALORS CONTINUONS ENSEMBLE

**LE PROGRAMME D'AVENIR** est clair :

Poursuivre l'effort sur les routes : R.N. 13 moderne entre BAYEUX et ISIGNY ; ex R.N. 814, cédée au département, améliorée ; élargissement de CAEN-CAUMONT.

Travailler à l'assainissement et au renforcement du réseau électrique, problèmes majeurs pour l'ensemble des communes.

Poursuivre, bien entendu, ce qui a été fait pour les constructions scolaires, le téléphone, l'eau, le tourisme, etc...

Pour les communes en expansion un **plan d'occupation des sols**, qui assure à nos enfants un cadre de vie digne de la Normandie.

X X X

**CHANGER LA VIE** disent les socialo-communistes. Le changements qu'ils proposent, c'est le recul ou la mort.

**VOUS VOULEZ VIVRE, ET POUR CELA POURSUIVRE, ALLER DE L'AVANT.** Avec une majorité, qui conseille hardiment, qui soutienne fermement le Gouvernement et le Président de la République.

Vous voulez que **LES JEUNES**, avec leur enthousiasme et leur zèle puissent prendre le meilleur relais possible, des mains des **PERES ET MERES DE FAMILLE**.

**VOUS VOULEZ QUE LE BESSIN POURSUIVE SES PROGRES,**

### Alors GARDEZ LA BONNE EQUIPE

qui vous a toujours reçu dans ses permanences,

qui a toujours répondu de son mieux à vos lettres, qui a travaillé efficacement avec vous.

Nous avons conscience de vous avoir été **FIDELES**. Nous souhaitons que vos votes nous soient **FIDELES**, en retour, le 4 mars.

**Raymond TRIBOULET**

Député,  
Membre du Parlement Européen,  
Président de la Commission des Finances du Conseil Général,  
Ancien Ministre

REPLAÇANT EVENTUEL :

**Alain LECORNU**

Conseiller Municipal de Nonant,  
Membre de la Chambre d'Agriculture,  
Ancien Député.